



L'Exécutif municipal propose de consacrer plus de 2 millions d'euros à la lutte contre le SIDA en Afrique

Sur proposition d'Anne Hidalgo, ses adjoints Patrick Klugman et Bernard Jomier proposent au Conseil de Paris d'investir plus de 2 millions d'euros dans la lutte contre le SIDA en Afrique. Ces fonds soutiendront 32 projets portés par 23 associations dans 17 pays du continent africain.

L'Exécutif municipal souhaite apporter un soutien massif à la lutte contre le SIDA en Afrique. Il propose au Conseil de Paris de juin et de juillet d'affecter 2 millions d'euros au renforcement des capacités des associations locales et à l'amélioration des réponses nationales et décentralisées de prévention et d'accès aux soins pour tous.

Un effort financier particulier est dirigé vers la prise en charge des populations vulnérables, que ce soit en raison de leur orientation sexuelle, de leur activité professionnelle, de leurs pratiques ou de leur situation économique fragile (homosexuels, travailleuses du sexe, usagers de drogues, femmes, enfants). Paris met un accent fort sur l'approche innovante présentée dans les projets qu'elle finance.

Patrick Klugman et Bernard Jomier proposent de soutenir des projets pérennes, qui répondent aux différentes problématiques posées par la maladie, du dépistage à la défense des droits, en passant par la réinsertion économique des personnes vivant avec le VIH et le soutien aux systèmes de santé locaux. Les programmes subventionnés sont développés par des ONG et des organismes français, reconnus par la communauté internationale pour leur expertise en matière de lutte contre le SIDA à l'international. Cette stratégie est saluée par l'ONUSIDA.

La Ville de Paris poursuit ainsi ses efforts pour répondre aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) définis par les Nations unies et maintient son fort engagement pour lutter contre l'expansion du VIH, dans un contexte de crise économique qui tend à accentuer les inégalités dans le monde et à réduire les fonds consacrés à la solidarité internationale.

Plus de 21 millions d'euros ont été consacrés à cette cause depuis 2001, avec chaque année plus de 500.000 personnes concernées par des actions de prévention et de prise en charge médicale ou psychosociale.

Documents joints :

- Associations soutenues par la Ville de Paris pour la lutte contre le SIDA, Juin 2014 ;
- Projets présentés au Conseil de Paris pour la lutte contre le SIDA, Juillet 2014 ;
- 3 exemples de projets soutenus par la Ville de Paris.

Associations soutenues par la Ville de Paris pour la lutte contre le SIDA

Juin 2014

- **Association François-Xavier Bagnoud (AFXB)** : 90 000 € (Rwanda)
« Villages FXB à Kigali : appui global aux orphelins, enfants vulnérables et aux familles affectés par la pauvreté et le VIH/SIDA »
- **Aides** : 50 000 € (Algérie)
« Soutien global de l'Association de protection contre le SIDA (APCS) à Oran, centre de dépistage et renforcement des compétences »
- **Clowns sans frontières** : 10 000 € (Madagascar)
« Spectacles de sensibilisation au VIH/SIDA pour enfants à Antananarivo »
- **Croix-Rouge française** : 175 000 € (République du Congo et République centrafricaine)
1/ « Soutien du centre de traitement ambulatoire à Brazzaville » (30 000 €)
2/ « Soutien du centre de traitement ambulatoire à Bangui » (95 000 €)
3/ « Unité nutritionnelle et d'information sur le VIH/SIDA à Bangui » (50 000 €)
- **Enda Europe** : 55 000 € (Sénégal)
« Prévention et prise en charge médicale et psychosociale des groupes vulnérables au VIH/SIDA dans les quartiers populaires de Dakar »
- **Entrepreneurs du monde** : 55 000 € (Togo)
« Appui socio-économique aux personnes vivant avec le VIH par la microfinance à Lomé »
- **Fonds Solidarité SIDA Afrique** : 120 000 € (multi-pays)
« Programme d'autonomisation d'associations locales de lutte contre le SIDA, partenaires du FSSA au Burkina Faso, RDC, Togo et Congo »
- **Solidarité SIDA** (Festival Solidays) : 50 000 € (France)
- **GIP Esther** : 130 000 € (Tchad et Sénégal)
1/ « Accompagner la décentralisation pour l'amélioration du diagnostic, du suivi biologique et de la prise en charge des patients tuberculeux et co-infectés VIH/tuberculose / Tchad » (62.000 €)
2/ « Programme de lutte contre l'infection au VIH et autres co-morbidités chez les consommateurs de drogues injectables au Sénégal » (68 000 €)
- **Gret** : 50 000 € (Burundi)
« Appui à la prévention VIH/SIDA et IST auprès des minorités sexuelles (LGBT) du Burundi »
- **Médecins du monde** : 150 000 € (Kenya)
« Lutte contre le VIH/SIDA/hépatites auprès des usagers de drogues à Nairobi »

- **Moto Action** : 55 000 € (Cameroun)
 - 1/ « Campagnes de prévention et de dépistage de proximité dans les régions reculées du Centre et Littoral du Cameroun » (35 000 €)
 - 2/ « Développement du centre de ressources et de documentation consacré à la prévention du VIH à Yaoundé » (20 000 €)

- **Organisation panafricaine de lutte pour la santé (OPALS)** : 240 000 € (Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Togo)
 - 1/ « Renforcement de la prise en charge des enfants dans le service de pédiatrie du CHU de Yopougon à Abidjan » (Côte d'Ivoire : 40 000 €)
 - 2/ « Prévention primaire du VIH (sensibilisation et campagnes dépistage à Libreville et dans les provinces) et prévention de la transmission mère-enfant (PTME) du VIH » (Gabon : 80 000 €)
 - 3/ « Renforcement des services de santé maternelle et infantile dans la préfecture de Kindia (14 centres de santé et l'hôpital Régional de Kindia), avec intégration de la PTME du VIH et soutien aux activités transversales de la co-infection VIH/tuberculose » (Guinée : 30 000 €)
 - 4/ « Renforcement des services de santé maternelle et infantile, PTME et prise en charge médicale des enfants VIH+ intégrés, soutien au dépistage et à la prise en charge des patients co-infectés VIH/tuberculose » (Togo : 90 000 €)

- **Plateforme ELSA** : 45 000 €

« Projet ELSA 4 (Ensemble Lutttons contre le SIDA en Afrique) : renforcement de capacités des associations françaises et africaines, via un portail informatique accessible à tous, pour renforcer leurs actions de lutte contre le SIDA et partager les expériences »

- **Planning familial** : 40 000 € (Burkina Faso, Cameroun, Madagascar)

« Santé, sexualité, droits et genre : programme de réduction des risques sexuels au Burkina Faso, Cameroun et Madagascar »

- **PLAN International France** : 30 000 € (Cameroun)

« Prévention et prise en charge globale du VIH/SIDA dans le District d'Okola »

- **Première urgence-Aide médicale internationale** : 90 000 € (République démocratique du Congo)

« Améliorer l'accès aux services de prévention du VIH/SIDA et de prise en charge des victimes de violences sexuelles et étude sur la mise en œuvre d'un projet de renforcement du système d'accès aux soins à travers le téléphone portable dans les zones de santé de Kiambi et Pweto, province du Katanga »

- **Sidaction** : 290 000 € (Burundi et Burkina Faso)
 - 1/ « Prise en charge globale des orphelins et enfants infectés et affectés par le VIH au Burundi » (245 000 €)
 - 2/ « Prévention du VIH/SIDA au Burkina Faso » (45 000 €)

- **SIDA Info Service** : 150 000 € (Maroc et multi-pays)
 - 1/ « Soutenir le centre Al Borj dans la prise en charge globale des homosexuels vivant avec le VIH et renforcement de la prévention auprès des populations vulnérables » (Maroc : 40 000 €)
 - 2/ « Optimiser les dispositifs de relations d'aide à distance (RAD) en Afrique de l'Ouest et de Centre en renforçant les capacités des professionnels de santé et en développant leurs activités et mission » (110 000 €)

Projets présentés au Conseil de Paris pour la lutte contre le SIDA

Juillet 2014

- **Groupe d'appui et de solidarité (GAS)** : 20 000 € (Bénin)
« Projet d'amélioration de la qualité de vie des populations affectées par le VIH/sida au Bénin »

- **Médecins sans frontières** : 120 000 € (Kenya)
« Prise en charge des personnes atteintes de tuberculose pharmaco-résistante dont celles co-infectées par le VIH/sida dans le bidonville de Mathare et dans la banlieue d'Eastleigh »

- **RAES** : 35 000 € (Sénégal)
Projet « A Toi ! Sunukaddu » : pour un accès généralisé à une information culturellement adaptée et scientifiquement juste et complète (santé sexuelle, prévention des jeunes à travers les nouvelles technologies)

- **Solthis** : 50 000 € (Guinée)
« Programme d'appui à la prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH à Conakry »

Les 50.000 euros restants seront utilisés dans le cadre des évaluations de projets et des opérations d'information et de sensibilisation réalisées par la Ville de Paris.

Soutien à « Paris SIDA Sud » à Bujumbura, Burundi pour la prise en charge globale des orphelins et enfants vulnérables infectés ou affectés par le VIH/SIDA



En 2004, Sidaction a lancé son programme « Paris SIDA Sud » à Bujumbura, en faveur des orphelins et enfants infectés ou affectés par le VIH.

Cette année, le projet fête ses 10 ans et les résultats atteints dans les deux associations locales, l'Association nationale de soutien aux séropositifs et malades du SIDA (ANSS) et l'Association pour les femmes africaines face au SIDA (SWAA-Burundi), qui mettent en œuvre le projet, sont remarquables. La Ville de Paris a donc décidé en 2014 de continuer d'apporter son soutien à Sidaction.

Près de 3 000 enfants et adolescents bénéficient du programme, et par extension leur famille : prise en charge médicale pour tous (antirétroviraux), prévention de la transmission de la mère à l'enfant, accompagnement psychologique, soutien nutritionnel et scolarisation pour les plus démunis, sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive et aux bonnes pratiques sanitaires.

Sidaction apporte son appui technique et contribue au renforcement des capacités des acteurs burundais (formation pour les soins pédiatriques médicaux et nutritionnels, suivi des grossesses, gestion). L'ANSS et la SWAA travaillent en étroite collaboration avec le Ministère de la santé et de la lutte contre le SIDA et le Conseil national de lutte contre le SIDA.

Depuis 2004, la Ville de Paris a financé ce projet à hauteur de 2 266 502 € (subvention 2014 comprise).



File d'attente pédiatrique à l'ANSS

Soutien au projet « Première urgence - Aide médicale internationale » en République Démocratique du Congo

Les violences sexuelles en République démocratique du Congo (RDC) constituent une arme de guerre dans ce contexte déstabilisé depuis plusieurs décennies. L'impunité de ces violences est récurrente et a été dénoncée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU en juillet 2013. La prise en charge de ces victimes est jugée incomplète, voire inexistante dans certaines zones du territoire.

Face à l'ampleur dramatique de la situation sanitaire, **le projet de PU-AMI vise à freiner la propagation du VIH dans la région ciblée**, en améliorant l'accès aux services de prévention et de prise en charge des victimes de violences sexuelles et en développant un projet pilote d'utilisation du téléphone mobile, la promotion, l'éducation et le suivi de la santé des populations de la région.

PU-AMI est membre de la plus grande plateforme, au niveau mondial, d'utilisation de la portabilité au service de la santé, « Mhealth alliance ». L'ONG est également membre du « Mhealth working group ». Ces deux instances permettent d'être informés régulièrement des dernières recommandations, guidelines, interventions et démonstrations scientifiques sur le sujet, ainsi que de bénéficier d'un pool de professionnels renommés dans le domaine de la « Mhealth » pour des échanges techniques et des formations. De plus, une délégation de PU-AMI a participé au dernier Sommet mondial sur la « Mhealth » qui a eu lieu à Washington DC en décembre 2013. Depuis début 2013, une Task Force NTIC est mise en place au siège de PU-AMI et un plan d'action est disponible pour 2014.

PU-AMI a déjà plusieurs expériences dans l'implémentation des projets axés sur les NTIC, notamment, en Birmanie, Thaïlande et Liban.

La Ville de Paris va ainsi contribuer à l'évaluation des opportunités de mise en œuvre d'un projet de renforcement du système d'accès aux soins à travers les nouvelles technologies d'information et de communication (téléphone mobile en particulier). Le suivi médical grâce au téléphone portable peut changer de manière significative la qualité et l'efficacité des traitements dispensés aux populations vulnérables.

Depuis 2004, la Ville de Paris a financé deux projets portés par PU-AMI à hauteur de 710 000 € (subvention 2014 comprise).

Soutien à la prévention et à la prise en charge médicale et psychosociale des groupes vulnérables au VIH/SIDA dans les quartiers populaires de Dakar, Sénégal

La Ville de Paris poursuit son soutien pluriannuel à l'association ENDA. Comme l'an passé notre collectivité propose de lui verser une subvention d'un montant de 55 000 euros pour **contribuer à l'action de cette association dans la prévention et la prise en charge psychosociale des groupes vulnérables au VIH/SIDA dans les quartiers populaires de Dakar**. Près de mille personnes dont 600 travailleuses du sexe et 150 homosexuels sont concernés par ce projet innovant et utile pour faire reculer la propagation du SIDA dans cette métropole africaine.

Pour contribuer à la réduction de la prévalence du VIH/SIDA et de la vulnérabilité de ces groupes, l'association forme des acteurs locaux, améliore l'accès et la qualité de la prévention en organisant des groupes de paroles avec les personnes concernées, prend en charge les porteurs du virus et les aide à réaliser analyses et achat de médicaments, sensibilise les forces de sécurité sur la discrimination et la violence que subissent souvent les travailleuses du sexe et les homosexuels, leur assure une assistance juridique si nécessaire.

Depuis 2010, la Ville de Paris a financé ce projet à hauteur de 200 089 € (subvention 2014 comprise).

